

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

---

ANNEE 1952

---

Service des Commissions.

---

# BULLETIN DES COMMISSIONS

---

### AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Mercredi 28 mai 1952.** — *Présidence de M. Brizard, vice-président.* — La commission a décidé, sur l'initiative de son Président et après une intervention de M. Michel Debré, de reporter à une date postérieure à son renouvellement, la constitution des trois sous-commissions chargées :

a) d'étudier le projet de traité de communauté européenne de défense ;

b) d'examiner les propositions gouvernementales en ce qui concerne la Tunisie ;

c) d'examiner les propositions émanant du sultan du Maroc.

## DÉFENSE NATIONALE

**Jeudi 29 mai 1952.** — *Présidence de M. Henri Barré, vice-président.* — La commission a examiné le projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense Nationale pendant le mois de juin 1952.

M. Pic a résumé les travaux de la commission des finances au sujet de ce texte.

La commission a décidé de proposer l'adoption du projet sans modification et M. Henri Barré a été chargé de rapporter ces conclusions en séance publique.

## ÉDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, SPORTS, JEUNESSE ET LOISIRS

**Mardi 27 mai 1952.** — *Présidence de M. Georges Maurice, président d'âge.* — La commission s'est réunie en vue d'examiner le projet de loi (n° 212, année 1952), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon.

Après une courte délibération, la commission a confié à M. Lamousse le soin de rapporter favorablement le projet de loi considéré.

## FINANCES

**Jeudi 29 mai 1952.** — *Présidence de M. Alex Roubert, président.* — La commission a entendu le rapport de M. Boudet sur le projet de loi (n° 239, année 1952) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense Nationale pendant le mois de juin 1952, dont elle a décidé de proposer l'adoption au Conseil de la République.

JUSTICE ET LÉGISLATION CIVILE,  
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

**Mercredi 28 mai 1952.** — *Présidence de M. de La Gontrie, vice-président.* — La commission a entendu le rapport pour avis de M. Delalande sur le projet de loi (n° 106, année 1952) tendant à modifier l'article 67 a du Livre IV du Code du Travail, dont la commission du travail est saisie au fond.

Le rapporteur pour avis s'est déclaré favorable à l'adoption pure et simple du texte présenté par M. Menu, rapporteur au fond. Ses conclusions ont été approuvées à l'unanimité.

La commission a, en outre, désigné comme rapporteurs :

— M. Jozeau Marigné, de sa proposition de résolution (n° 188, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification de l'article 1078 du Code civil relatif à la rescision pour cause de lésion des partages d'ascendants ;

— M. Robert Chevalier, de la proposition de loi (n° 201, année 1952) tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers.